Du « Mouvement pour l'armée » (1980-1985) aux associations antimilitaristes contemporaines : discontinuités, héritages et organisation de la lutte contre l'armée en Grèce

From the "Movement for the Army" (1980-1985) to Contemporary Antimilitarist Associations: Discontinuities, Legacies and Organization of the Struggle against the Army in Greece

Angeliki Drongiti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/2617>

DOI : 10.4000/balkanologie.2617

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Référence électronique

Angeliki Drongiti, « Du « Mouvement pour l'armée » (1980-1985) aux associations antimilitaristes contemporaines : discontinuités, héritages et organisation de la lutte contre l'armée en Grèce », *Balkanologie* [En ligne], Vol. 15 n° 2 | 2020, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 22 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/2617> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.2617>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2021.

© Tous droits réservés

Du « Mouvement pour l'armée » (1980-1985) aux associations antimilitaristes contemporaines : discontinuités, héritages et organisation de la lutte contre l'armée en Grèce

From the “Movement for the Army” (1980-1985) to Contemporary Antimilitarist Associations: Discontinuities, Legacies and Organization of the Struggle against the Army in Greece

Angeliki Drongiti

NOTE DE L'AUTEUR

Je tiens à remercier chaleureusement Catherine Samary et Sarah Sajn de leurs commentaires multiples et constructifs. Je remercie également Anne-Marie Devreux, Mélodie Renvoisé, Alice Lermusieaux et Margot Delon de leurs relectures infatigables. Un grand merci aux collègues de l'Atelier Balkanç ainsi qu'aux participant·es de l'Atelier des doctorants du Je(u)di du CENS pour leurs encouragements. Un grand merci à Elsa Papageorgiou pour ses conseils et nos échanges stimulants sur les luttes politiques contemporaines.

- 1 Dans la nuit du 20 au 21 avril 1967, au nom de la menace communiste, les colonels réalisent un coup d'État en occupant les lieux clés de la capitale grecque. La junte militaire reste au pouvoir pendant sept ans et instaure un régime militaire permanent : les colonels rédigent immédiatement une constitution qui rend l'armée autonome du

politique, permettant aux forces armées de prendre en charge l'organisation politique de la société. La chute de la dictature en 1974 est suivie d'une période de transition politique vers la démocratie, nommée *Métapolitefsi*, soit le passage d'un régime politique à l'autre. Pour la Grèce, cette période se caractérise non seulement par une transition politique, de la junte vers une démocratie parlementaire, mais aussi par la démocratisation des institutions étatiques.

- 2 Cependant, si dans le temps écoulé depuis les années 1980 l'armée se démocratise, ce changement n'est ni radical ni abouti. Le fait que l'état-major monopolise le pouvoir décisionnel sur la durée, avec le soutien des gouvernements successifs, ainsi que les conditions du service militaire témoignent de la force politique que l'institution conserve. En effet, les forces armées, depuis leur naissance, qui coïncide avec celle de l'État grec en 1830, constituent, jusqu'à nos jours, une institution puissante qui tire son pouvoir des relations maintenues avec d'autres institutions étatiques, comme l'Église. Les corps de défense nationale bénéficient d'une large autonomie d'action : ils gèrent leurs affaires juridiques par leur propre justice, disposent de leurs propres hiérarchies intérieures, contrôlent leurs membres par leur police militaire, organisent leur fonctionnement et leurs rythmes d'activité selon leurs besoins.
- 3 Dans le cas grec, l'étude des luttes antimilitaristes constitue donc une entrée privilégiée pour appréhender, outre un champ d'engagement militant spécifique, les tensions qui traversent la société dans laquelle cette activité militante se développe. Si « un mouvement social se définit par l'identification d'un adversaire¹ », l'étude des associations et des mouvements antimilitaristes du point de vue de la sociologie des mobilisations collectives permet de mieux saisir l'institution militaire et ses transformations. De plus, comme les mouvements sociaux « visent à transformer à la fois les rapports de forces et les mécanismes de décisions² », leur analyse donne accès à une meilleure compréhension du contexte sociopolitique dans lequel les actions collectives ont lieu. Pour le dire autrement, les mouvements sociaux ont leur propre historicité, qui mérite d'être examinée et exige une démarche méthodologique adaptée, celle de l'approche sociohistorique qui sera appliquée dans cette étude.
- 4 Dans un premier temps, cet article montre que la genèse du « Mouvement pour l'armée³ », apparu au lendemain de la dictature des colonels, est liée au contexte politique de *Métapolitefsi*. À partir de travaux d'historiens et de sociologues, mais aussi de l'analyse des contenus de textes de militants, il s'agit d'identifier les répertoires d'action, les références idéologiques et les trajectoires des acteurs de la cause antimilitariste grecque de la période de *Métapolitefsi*. Inscrit dans les mouvements contestataires de la période de transition politique, le Mouvement pour l'armée reflète, en miroir, l'autoritarisme de l'institution militaire telle qu'elle émerge de la dictature des colonels en Grèce.
- 5 Dans un second temps, il s'agit d'étudier les idéologies et les pratiques⁴ des engagements antimilitaristes contemporains à partir d'entretiens semi-directifs⁵ avec les membres de trois organisations principales : l'Association des objecteurs de conscience, le Comité de solidarité aux enrôlés et l'association Nikiforos. Sont explorés les types d'actions appliqués par chacune de ces organisations contemporaines, les héritages politiques à partir desquels les acteurs définissent leur cadre d'action, ainsi que les liens que ces organisations entretiennent entre elles. Vues à travers le prisme de l'approche socio-historique, les luttes actuelles reflètent les transformations de

l'institution militaire, dans leur rupture et leur continuité avec la période de la dictature.

- 6 Outre l'analyse des luttes antimilitaristes grecques d'hier et d'aujourd'hui, cette étude vise à donner la parole à des acteurs sociaux réduits au silence depuis très longtemps et souvent poursuivis et sanctionnés pour leurs engagements militants⁶.

« Les conscrits sont des citoyens en uniforme » : le mouvement de la jeunesse pour la démocratisation du service militaire et de l'armée (1980-1985)

- 7 Le Mouvement pour l'armée incarne le premier mouvement social de jeunesse organisé en Grèce pour la démocratisation et la transformation du service national et de l'armée. Ce mouvement, qui a vu le jour dans les années 1980, a été inspiré par le développement d'initiatives similaires portant un regard critique sur l'institution du service militaire en Europe⁷. Depuis la fin des années 1970, différents syndicats d'appelés, influencés par le mouvement pacifiste, apparaissent dans nombreux pays d'Europe (Suède, Danemark, Espagne, France⁸, etc.). Ces initiatives locales prennent une forme internationale avec la création de la Conférence européenne des organisations de soldats, une réunion européenne des jeunes offrant un espace d'échanges et de discussion sur les problèmes des conscrits grâce à des rencontres annuelles⁹.
- 8 Mais ce mouvement traduit surtout la déception issue de la période de la *Métapolitefsi*, une période de transition qui a permis de passer de la dictature des colonels (1967-1974) à la mise en place de la démocratie parlementaire grecque. Pour comprendre la genèse de ce mouvement, il est nécessaire de revenir sur certains éléments de contexte concernant la junte et la période qui a suivi sa chute.
- 9 La dictature avait instauré un régime militaire permanent qui accordait à l'armée un pouvoir d'action et de décision sans précédent. Les contrôles, la déportation des communistes en exil forcé ainsi qu'un fichage politique des civils¹⁰ étaient des pratiques courantes. Durant ces sept années de dictature, les forces armées avaient la mainmise sur l'organisation politique de la société. Après la chute de la dictature, les élections de 1974 sont remportées par Konstantinos Karamanlis, chef du parti de droite, Nouvelle démocratie. Mais le rétablissement du régime politique démocratique n'entraîne pas le contrôle social de l'armée, de sorte que la démocratisation de l'institution a été qualifiée de « contestable¹¹ ».
- 10 Après sept ans de dictature militaire, suivis de sept ans de démocratie « musclée », l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement socialiste, sous l'égide du Parti socialiste hellénique (PASOK) (1981-1989), est porteuse d'espoirs. Les revendications communistes jusqu'alors réprimées se manifestent par une explosion des attentes dans tous les champs sociaux¹². Andreas Papandreou, Premier ministre, promet « le pouvoir au peuple » et une démocratisation des institutions soutenue par des fonds européens¹³. Au cours de cette période, d'autres mouvements de contestation sociale s'organisent au niveau national, comme ceux portés par la communauté homosexuelle, les féministes ou encore les écologistes.
- 11 Toutefois, malgré l'harmonisation des institutions grecques liées aux politiques européennes, l'armée ne s'est pas détachée de ses pratiques antérieures et a conservé, jusqu'aux années 1980, les manières de faire qu'elle employait sous la dictature. Ces

méthodes transparaissent dans les conditions de vie pénibles des casernes. La réalité quotidienne était faite de brimades individuelles et collectives, d'humiliations et de sanctions sévères qui prolongeaient le temps du service, déjà d'une durée de 24 mois¹⁴. Les sorties et permissions limitées, au cours desquelles les appelés étaient obligés de porter l'uniforme militaire, associées à la privation de l'expression d'opinion causaient un isolement social fort chez les conscrits. Le fichage, une pratique généralisée depuis de nombreuses années, qui consistait à repérer les appelés ayant des convictions politiques communistes, engendrait une stigmatisation et des discriminations à l'encontre des jeunes militants de gauche. Au sein des casernes, face à une hiérarchie militaire ultrapuissante, les jeunes hommes n'avaient aucune marge de manœuvre. En tant que conscrits, les appelés ne bénéficiaient pas des droits civiques réservés aux civils. L'interdiction de lire les journaux et d'intégrer des syndicats renforçait leur isolement et leur impuissance à revendiquer de meilleures conditions de vie durant la conscription¹⁵.

L'organisation des luttes

- 12 Dans ce climat de souffrance et de frustration au sein des casernes, instauré par le gouvernement socialiste, les appelés commencent à former des « groupes de contre-direction¹⁶ » vers la fin de l'année 1981¹⁷. Les conscrits développent des répertoires d'action¹⁸ inédits et clandestins pour plusieurs raisons. Ils désirent tout d'abord s'organiser à l'intérieur de l'institution, mais ils veulent également maintenir leur autonomie et leur auto-organisation tout en diminuant les risques de sanctions de la part des supérieurs militaires. Par ailleurs, ils cherchent à diffuser leur cause à l'extérieur afin de sensibiliser les civils¹⁹. Les militants optent pour une organisation collective double : des comités d'action dans les murs de l'institution, c'est-à-dire dans les casernes de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, et en dehors de l'institution.
- 13 À l'intérieur des casernes, le rôle de ces comités était de s'organiser, de désigner des représentants des appelés et de créer un réseau national d'information et de politisation au sein-même de l'institution. Au quotidien, il s'agissait de discuter de tous les problèmes auxquels les conscrits étaient confrontés et de proposer des solutions²⁰. Le contact entre les bataillons et la synchronisation des actions étaient nécessaires pour donner plus d'ampleur aux revendications. Les groupes de citoyens, quant à eux, se chargeaient de transmettre les informations et les revendications à l'extérieur, d'initier des actions publiques et d'y participer, de rédiger des tracts et des communiqués à l'intention de la presse, d'organiser des conférences. Leur engagement consistait à donner une forme publique aux revendications, en mettant en contact différents comités de conscrits et à former, au niveau national, des comités de soutien en dehors des unités militaires. La prise de décision était en revanche réservée à ces derniers, de sorte que le rôle des comités de citoyens était strictement organisationnel et informatif. De cette façon, le sujet politique était bien les comités d'appelés eux-mêmes.

L'éclatement d'un mouvement social hétérogène, berceau de nouvelles formes de luttes antimilitaristes

- ¹⁴ Entre 1981 et 1985, trois rencontres nationales de représentants de comités d'appelés ont eu lieu. Leur objectif était la coordination et la mise en lien du mouvement avec les organisations d'autres pays européens²¹. Jusqu'en 1983, le gouvernement tient une posture stricte et négative face aux revendications du mouvement. Mais il se retrouve sous pression lorsque le mouvement prend de l'ampleur et que la sixième rencontre de la Conférence européenne des organisations de soldats est organisée en Grèce, par des membres des comités. Ainsi, en 1984, le ministère de la Défense accorde des permissions aux appelés inscrits dans les universités grecques pour qu'ils puissent voter aux élections d'étudiants. Cette même année, les brimades individuelles sont interdites, la lecture des journaux tolérée, le port d'habits civils lors des sorties permis. Depuis cette date également, les appelés effectuent une partie de leur service dans un lieu proche de leur résidence. Quelques années plus tard, en 1988, une nouvelle loi promulguée par le gouvernement du PASOK envisageait d'élargir le public concerné par l'objection, celle-ci allant des objecteurs de conscience pour croyances religieuses aux objecteurs idéologiques²².
- ¹⁵ Pourtant, malgré sa dynamique et son ampleur, le mouvement n'était ni unifié ni homogène. Des perceptions différentes de l'armée et du service militaire ont abouti à la scission du mouvement en deux comités de citoyens : d'un côté, le « comité pour l'armée²³ », issu de la gauche radicale et extra-parlementaire; de l'autre, le « comité pour les droits des appelés » qui soutenait des idéologies réformistes et eurocommunistes²⁴. Ce dernier s'est aligné sur la position de l'« Unité européenne des organisations de conscrits », de tendance eurocommuniste, pour défendre l'idée que tous les citoyens avaient le droit de servir sous les drapeaux, estimant que chacun participait activement à la défense nationale. Ce comité soutenait également le service obligatoire en invoquant le fait qu'il s'agissait de la seule façon de protéger le pays contre la militarisation ou le militarisme. Parmi ses membres, certains n'étaient pourtant pas d'accord avec cette position. Ainsi, les trotskistes, les maoïstes ou les stalinien considéraient que cette idée n'était pas assez révolutionnaire, estimant même qu'il s'agissait plutôt d'un point de vue qui « contribuait à la pérennisation de la domination de la classe bourgeoise²⁵ ». Ainsi, le centre d'intérêt politique s'est progressivement déplacé du vécu quotidien des appelés aux rapports de force politiques en dehors des casernes et en particulier aux tensions au sein de la gauche²⁶. Ces fractures dans le mouvement ont finalement nourri le mouvement des objecteurs de conscience qui s'est formé au cours de cette même période en Grèce. Quant aux pratiques et au format organisationnel des comités, ils ont été adoptés par le Comité de solidarité aux enrôlés.
- ¹⁶ Ces luttes antimilitaristes des années 1980 révèlent un autre élément important : celui de la jeunesse. Le profil social des militants était essentiellement celui d'étudiants et de jeunes diplômés des universités qui avaient participé aux mouvements étudiants de l'époque et avaient des expériences antérieures d'actions collectives. La densité de la vie quotidienne militaire a constitué un terreau favorable au développement d'une confiance mutuelle. Le partage d'un rythme de vie et de problématiques similaires a favorisé le rapprochement entre appelés, tant sur le plan personnel que politique²⁷. Nous pouvons également supposer que ces démarches militantes ont constitué, pour

leurs participants, une occasion d'être en contact direct avec des valeurs et des pratiques démocratiques et qu'elles ont constitué un apprentissage de la citoyenneté²⁸.

Les luttes antimilitaristes contemporaines : divergence des actions

- 17 Quelles sont les luttes antimilitaristes contemporaines ? Sont-elles influencées par le Mouvement pour l'armée et comment ? Les réponses seront données par l'analyse successive des caractéristiques et stratégies d'action de trois associations antimilitaristes : l'Association des objecteurs de conscience, le Comité de solidarité aux enrôlés et l'association Nikiforos. Leur étude permettra à la fois de comprendre les mutations des luttes antimilitaristes, d'un mouvement massif dont les actions divergent au niveau associatif, et de mettre en lumière les enjeux politiques actuels²⁹.

Lutter contre l'armée hors des casernes : l'Association des objecteurs de conscience

- 18 L'Association des objecteurs de conscience a aujourd'hui pour objectif la reconnaissance du droit à l'objection et le soutien aux objecteurs de conscience idéologique. Elle est passée par plusieurs formes d'organisation depuis les années 1980³⁰. En 1988, l'association débute ses activités afin d'organiser et de coordonner les objecteurs. L'idée principale est de lutter pour la reconnaissance d'un statut d'objecteur qui exempterait automatiquement du service militaire obligatoire. En son sein coexistent les partisans de l'objection totale, soutenant le refus de toute conscription, et ceux d'une objection partielle, favorables au « service militaire alternatif », un service civil auprès des institutions étatiques ou des services publics (la poste, les hôpitaux, etc.)³¹. Cette collaboration n'était plus viable à la fin des années 1990. L'Association s'est alors scindée en deux groupes, entraînant le retrait de certains membres, plus précisément de ceux qui étaient favorables à l'objection totale. Les militants restés dans l'association ont alors décidé de soutenir d'autres options : service militaire alternatif, attestation de troubles mentaux (connu en grec sous le nom « papier de fou »), insoumission, etc.
- 19 En 1997, le droit à l'objection de conscience idéologique ou religieuse est enfin reconnu. Ainsi, ceux qui se déclarent contre l'institution militaire, contre l'obligation du service militaire ou allèguent le fait que leur religion ne leur permet pas de participer aux exercices militaires peuvent déclarer leur objection³². Ils obtiennent alors le droit de remplir leur obligation militaire soit en incorporant le service militaire « sans arme », soit en faisant un service militaire alternatif³³. Depuis 2003, l'Association a obtenu le statut juridique de corporation³⁴. Elle est membre du Bureau européen de l'objection de conscience (BEOC)³⁵ et de l'Internationale des résistant·es à la guerre³⁶. Les références politiques et idéologiques actuelles des objecteurs de conscience, présentées par Irini Padiaditi, sont multiples : idéologie anarchiste, écologie, pacifisme³⁷.
- 20 L'association, basée à Athènes, est en contact avec des comités d'objecteurs locaux, formant un vaste réseau qui coordonne des activités locales et nationales : journées d'information, concerts, événements et actions de solidarité en faveur des objecteurs,

appels à boycotter des entreprises qui profitent de la guerre, rassemblements et permanences ouvertes au public.

- 21 On peut distinguer deux types d'actions collectives de l'association : celles qui concernent exclusivement l'objection de conscience et celles qui servent à informer ou à sensibiliser l'opinion publique à une perspective antimilitariste plus large.
- 22 Dans le premier cas, les activités recouvrent un niveau législatif et juridique, par exemple en déposant des recours au bureau de citoyens pour les droits des objecteurs de conscience, ainsi qu'un niveau d'action solidaire et d'accompagnement des objecteurs, en organisant des rassemblements, des interventions et en publiant des lettres de soutien. Pour qu'un jeune appelé soit considéré comme objecteur de conscience, il doit suivre la procédure suivante : les opposants passent par ce que les objecteurs appellent le « comité de contrôle de conscience ». Il s'agit du comité spécial qui « examine si les conditions requises pour l'obtention du statut d'objecteur de conscience sont remplies soit à partir des pièces fournies soit en entendant directement l'intéressé³⁸ ». Les membres de ce comité spécial sont au nombre de cinq : deux professeurs des établissements d'enseignement supérieur spécialistes de philosophie, de sciences sociales ou politiques ou de psychologie, un consultant du Conseil d'État et deux officiers, l'un du service sanitaire et l'autre du service de recrutement. Le comité décide si le demandeur peut être considéré comme objecteur de conscience et s'il lui accorde le droit de faire un « service alternatif ». Le travail militant de l'association porte sur le soutien et l'accompagnement des objecteurs poursuivis en faisant appel au boycott du comité de contrôle³⁹.
- 23 Dans le second cas, le travail militant a une portée plus large. Les permanences mensuelles prennent la forme de « portes ouvertes » à n'importe quelle personne cherchant des informations sur l'armée, le service, les droits des appelés et des objecteurs. Kostas⁴⁰, membre de l'association depuis longtemps, objecteur de conscience ayant fait un service alternatif, m'a invitée à participer à l'une de ces rencontres mensuelles : « Ils viennent ici, on les aide comme on le peut. Il y a des personnes qui veulent des conseils techniques, sur comment faire pour le service, ou encore comment faire pour obtenir un 'papier de fou'. [...] On donne des informations⁴¹ ». Comme Kostas l'indique, le public est très diversifié, avec des demandes variées : l'exemption, le service alternatif, l'objection de conscience, les conseils administratifs aux étrangers. Par exemple, Nino, un jeune homme d'origine albanaise a sollicité Kostas à propos de sa naturalisation. Né en Grèce de parents albanais, il y a fait tout son parcours scolaire et il souhaite obtenir la nationalité grecque⁴². Pour suivre la procédure, il est obligé de faire son service militaire et il s'adresse à l'association pour prendre des conseils. Afin de fournir également des informations à ceux ne pouvant pas venir à la rencontre, l'association publie des guides explicatifs sur l'application de ces modalités de service.
- 24 En parallèle, quand des jeunes grecs se déclarent objecteurs de conscience, l'association publie leurs lettres. « Il est important que ce soit public. L'enjeu politique est important aussi », me confie Kostas. Selon l'association : « La Grèce occupe la dernière position des vingt-sept pays de l'Union européenne et se place, selon le BEOC, au 4^e rang des 47 pays du Conseil de l'Europe (après la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie) en ce qui concerne les violations des droits des objecteurs de conscience⁴³ ». Malgré la reconnaissance du statut d'objecteur et la mise en place du service civil, six procès et plus de dix arrestations d'objecteurs de conscience ont eu lieu en seulement six mois en 2013. Il

s'agit de cas d'objecteurs pour lesquels l'âge de service est déjà passé (plus que 45 ans), mais que la justice militaire poursuit rétrospectivement⁴⁴. En outre, en septembre 2016, la Cour européenne des droits de l'Homme a condamné la Grèce pour le non-respect des droits des objecteurs de conscience.

- 25 Les objecteurs soulignent la dimension punitive du service alternatif : la durée est plus longue que celle du service ordinaire ; le service civil constitue un travail non rémunéré imposant aux conscrits de couvrir leurs dépenses ; enfin, ces derniers n'ont pas le droit à un sursis⁴⁵.
- 26 L'analyse des discours d'objecteurs idéologiques met en lumière trois registres argumentaires au refus d'effectuer le service militaire. Tout d'abord, celui de la résistance à une institution (considérée comme) responsable de la guerre. Les objecteurs réfutent l'usage de la violence et la participation à la guerre, soulignant leur idéologie pacifiste et non violente. En outre, leurs propos s'inscrivent dans une perspective antinationaliste. Obligée de protéger les frontières de la nation, l'armée constitue un bouclier de protection, mais elle est aussi une manière d'exposer sa force et sa combativité aux pays voisins, potentiels agresseurs. L'armée est donc une construction sociale qui sert l'idéologie du nationalisme en invoquant la protection de l'État. La conscription est ainsi considérée comme une « institution imprégnée par le nationalisme⁴⁶ » dont l'objectif est de diffuser et de reproduire les valeurs nationalistes dans « la conscience du corps national⁴⁷ ». Enfin, l'étude de ces déclarations révèle la dimension politico-économique de l'objection/du service militaire. L'armée est vue comme une institution faisant partie d'un système plus large, bénéficiant de financements importants. Malgré la crise économique, la Grèce occupe selon l'OTAN la troisième place dans la liste des pays classés selon leurs dépenses militaires en pourcentage du budget national⁴⁸. L'enjeu politique consiste alors à s'opposer à une institution étatique violente et puissante.

Les luttes à l'intérieur et à l'extérieur de l'armée : le Comité de solidarité aux enrôlés

- 27 Le Comité de solidarité aux enrôlés est un groupe de personnes militantes qui forment un réseau d'information sur les conditions de vie dans les casernes de l'armée grecque depuis 1993. Le comité puise aux sources du Réseau des appelés libres Spartakos et se réfère à l'idéologie politique du mouvement pacifiste international. L'objectif des deux groupes est de créer un mouvement syndical à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de l'armée et de développer le syndicalisme libre pour les conscrits⁴⁹.
- 28 Au niveau organisationnel, les conscrits qui appartiennent au réseau transmettent des informations et des dénonciations relatives à l'expérience militaire. Ensuite, le comité des citoyens les publie sur son site et organise des actions de solidarité. Ces informations concernent la vie quotidienne des appelés qui font face à de nombreux problèmes relatifs à leurs conditions de subsistance (manque d'eau potable ou chaude, comportements violents des officiers, tentatives de suicide, suicides). Ainsi, le Comité de solidarité aux enrôlés et le réseau Spartakos coopèrent contre la méconnaissance de ces faits et l'isolement dans l'institution, selon le modèle adopté lors de la naissance du Mouvement pour l'armée avec le comité des appelés et les comités des citoyens. Ainsi, en 2008, suite aux manifestations violentes qui ont eu lieu dans toute la Grèce, le gouvernement grec a annoncé la participation des conscrits de l'armée de terre à

l'étouffement de la révolte. Le comité a réuni des centaines de signatures de soldats de quarante-deux casernes déclarant leur opposition à cette mesure⁵⁰. En parallèle, les appelés ont organisé des actions d'information dans leurs casernes. Suite à ces actions, la hiérarchie militaire a annoncé son refus de participer à de telles missions contre des citoyens grecs. D'une certaine manière, le comité joue le rôle d'« intermédiaire » en matière d'information sur ce qui se passe dans la caserne, loin de la vie sociale. À ce titre, toutes les informations et les annonces concernant des tentatives de suicide ou des décès dus à un suicide proviennent de l'action du réseau Spartakos et de sa collaboration avec le Comité de solidarité aux enrôlés. Le comité, en mobilisant ses sources et des militaires de carrière sympathisants, rend publics les cas de tentatives de suicide et de suicides des conscrits⁵¹. En parallèle, ses membres tentent de mesurer l'ampleur du phénomène en se basant sur les informations venant des appelés. L'organisation considère que le vrai nombre de suicides d'appelés est au moins six fois plus élevé que dans la société civile et qu'il y a une tentative de suicide tous les quinze jours⁵². Ermis, membre du comité, souligne que les informations reçues « de l'intérieur » révèlent que la moitié des tentatives de suicide ont lieu pendant la période des classes, autrement dit les quarante premiers jours du service, et qu'un grand nombre d'entre elles sont le fait d'appelés qui avaient déjà annoncé leur intention de mettre fin à leurs jours. Les militants indiquent en outre que la plupart des suicides ont lieu pendant les mois d'été⁵³.

- 29 Cette démarche critique à laquelle s'appliquent les militants rappelle ce qu'Isabelle Bruno, Emmanuel Didier, Julien Prévieux et Cyprien Tasset décrivent comme le « statactivisme⁵⁴ ». Ce néologisme, inventé par les auteurs et l'autrice, se réfère à une procédure émancipatrice à double dimension. Les statactivistes cherchent à la fois à produire des données chiffrées qui contredisent une autorité et à critiquer la production et l'usage des statistiques par des acteurs gouvernementaux. Si les statistiques représentent une source de pouvoir et que la production des données sert à forger la force et l'autorité d'une institution, les statistiques et les institutions qui les produisent à leurs fins sont ainsi les cibles de la critique.
- 30 « À chaque forme d'autorité sa forme d'opposition⁵⁵ ». Dans le cas des militants grecs, le discours et la mobilisation de caractère statactiviste prennent la forme d'une démarche déclinée en trois étapes : (1) la critique et le bouleversement des statistiques officielles, ainsi que des méthodologies appliquées à leur production ; (2) la recherche de statistiques officielles non publiées qui contredisent les données diffusées ; (3) la production de chiffres à partir des retranscriptions de cas de suicides et de tentatives de suicide qui sont arrivés à la connaissance des membres des associations⁵⁶. Autrement dit, si les sources institutionnelles officielles démontrent que les appelés se suicident autant que les hommes hors des casernes, les membres du comité cherchent les données non publiées qui seraient manquantes et, par leurs calculs, fournissent des chiffres « corrects ».
- 31 Si les critiques des militants se fondent sur un usage alternatif de ces données, elles ne négligent pas de formuler des arguments contestataires envers la quantification du phénomène. Les militants soulignent qu'un problème important provient de l'approche quantitativiste du suicide, faisant ainsi montre d'un activisme anti-statistique qui sert à attaquer et à affaiblir les données officielles afin de mettre en valeur les demandes et les revendications du comité. Cette critique plurielle de la part des militants aide également à définir le sens de leurs actions⁵⁷.

- 32 Le terme de syndicalisme semble bien trouver son sens dans le cas des activités du comité. Les publications des déclarations qui concernent les conditions de séjour ou l'excès d'exercice d'autorité sur les appelés dans les casernes rappellent des formes de contestations du mouvement ouvrier : s'organiser dans le travail pour défendre une cause professionnelle commune face à la direction patronale.
- 33 Comme l'Association des objecteurs, le Comité de solidarité fait face à des poursuites judiciaires et des procès. À titre d'exemple, le comité a reçu au cours de l'année 2009 une plainte concernant des brimades et les conditions de vie extrêmes dans le camp de la ville de Grevena (au nord de la Grèce). L'accusation a été publiée, pratique habituelle, afin de faire pression sur l'état-major de l'armée de terre pour l'amélioration des conditions de vie des appelés. Un mois après la publication du texte, le général de brigade, chef du camp, a porté plainte personnellement contre un des membres du comité afin de « défendre son honneur ». En effet, la levée illégale du secret de l'adresse IP affichée sur la page internet, effectuée par le service de cybercriminalité, avait révélé l'identité du militant qui en était le titulaire. Sans autres éléments, le membre du comité a été personnellement accusé de diffamation. Le jugement a eu lieu en 2016 et la personne a été jugée coupable et punie de deux ans d'emprisonnement avec sursis⁵⁸. Des appelés de tous les camps de Grèce ont envoyé des lettres de soutien au comité tandis que les militants anarchistes et de gauche ont organisé des rassemblements devant le palais de justice.

Les luttes des parents pour rendre justice à leurs fils : l'association Nikiforos

- 34 Si l'Association panhellénique des victimes de l'armée en période de paix Nikiforos a été fondée en 2006, ce n'est pas la première fois dans l'histoire des luttes antimilitaristes grecques que les parents se mobilisent. Les racines de cette association se situent ainsi dans les années 1980. Afin de contrer les déclarations faites par les porte-paroles officiels, les participants au Mouvement pour l'armée se mettaient du côté des parents dont les fils s'étaient suicidés pendant leur conscription. Pour leur part, les parents, doutant de la cause de la mort de leurs fils, étaient à la recherche d'alliés pour établir la vérité et pour révéler la responsabilité des militaires de carrière. Les militants, d'après lesquels le suicide était le symptôme révélateur des conditions qui régnaient dans les casernes, ont réussi à politiser le phénomène grâce à la présence des parents ainsi que par l'utilisation de témoignages et d'entretiens⁵⁹. Le suicide des appelés est devenu, de cette façon, un moyen à la fois de faire pression sur le gouvernement et l'état-major de la défense nationale, mais aussi de sensibiliser l'opinion publique à la situation des conscrits⁶⁰. Si le Mouvement pour l'armée a réussi à exercer une pression sur les dirigeants de l'institution et à accélérer la prise de décisions améliorant les conditions de vie dans les casernes, c'est aussi grâce à la mobilisation des années 1980 que, pour la première fois dans l'histoire politique et militaire du pays, le sujet des suicides constitue un enjeu politique.
- 35 Dans les années 1990 et 2000, plusieurs parents, dont le fils s'est suicidé, apparaissent dans des émissions télévisées. Les parents ne s'organisent cependant pas en association jusqu'à la participation à une émission télévisée d'un couple dont le fils est mort lors d'un accident pendant son service militaire en 2004⁶¹. La présidente élue, Madame Soula, qui deviendra la présidente de l'association Nikiforos, confie : « le jour même [où

elle a vu les parents à la télé], je les ai appelés et, alors que je n'avais pas d'argent, j'ai pris l'avion de la Crète jusqu'à Thessalonique [lieu de résidence du couple fondateur]⁶² ». Si elle avait déjà tissé des liens avec des parents d'appelés morts en Crète, où elle réside, c'est la rencontre avec ce couple de parents qui mènera à la création de l'association. Selon la présidente de l'association, le nombre de membres s'élève à 100 personnes⁶³, comprenant les parents, frères, sœurs et proches d'une trentaine d'appelés décédés. Les décès ne sont pas seulement des suicides, mais aussi des morts accidentelles, des morts « nébuleuses », dont les causes ne sont pas connues ou justifiées par un médecin légiste, et des décès pour raisons de santé.

- 36 Selon les entretiens réalisés avec la présidente, Madame Soula, et le couple des fondateurs, Monsieur Fanis et Madame Kaiti, les objectifs de l'association sont doubles. Le premier est de faire reconnaître le fils décédé comme une victime de l'armée et, par conséquent, d'obtenir également la reconnaissance des parents en tant que victimes. Cette volonté de rendre « justice » à leur enfant se focalise sur la levée de la stigmatisation qui pèse sur le fils décédé. Le deuxième objectif concerne l'instauration d'une solidarité entre les parents endeuillés. Les membres font preuve d'une amitié basée sur une solidarité affective et une compassion associées au deuil de leur fils.
- 37 L'association n'a pourtant pas directement de caractère politique. Ses membres déclarent que c'est, au contraire, le monde politique qui s'intéresse à eux, surtout pendant les périodes où leurs cas sont médiatisés. « Tu sais, les partis (des représentants de partis) sont venus à certaines cérémonies commémoratives, [...] ils voulaient qu'on achète les coupons⁶⁴ de leur parti si on voulait provoquer une discussion sur le cas (de notre fils) au Parlement, sinon ils ne le feraient pas, et ils ne l'ont pas fait », raconte le fondateur de l'association. Et son épouse de continuer : « Nous avons dit qu'il n'était pas possible que nous soyons 'colorés'⁶⁵. [...] Ils ont dit qu'il fallait s'inscrire, devenir membre. 'Pour qu'on puisse vous aider', ont-ils dit ».
- 38 Même si les membres nient tout rapport avec les partis politiques, le discours qu'ils développent sur le suicide et les morts accidentelles dans l'armée ressemble beaucoup à ceux des associations précédemment présentées : ils considèrent les supérieurs militaires comme responsables de la perte de leur fils et, dès lors, se battent juridiquement contre l'institution et ses agents. Ce qui rassemble les membres de l'association ne se base sur aucun lien ni avec les partis ni avec des alliés politiques. L'association Nikiforos entretient des liens avec le Comité de solidarité aux appelés afin de favoriser la publication de lettres ; et les membres de ce dernier participent à des cérémonies commémoratives et à des procès judiciaires en signe de solidarité.
- 39 Les actions de l'association liées à la justice comprennent des échanges et la transmission d'information sur les pratiques judiciaires et sur le cadre législatif entre les proches des défunts, une aide pour les démarches administratives, l'envoi d'articles à la presse et la participation à des émissions télévisées afin de trouver des témoins de la mort de leurs fils. Ces actions de solidarité sont multiples : présence physique lorsque l'un des cas passe en cour de justice, soutien psychologique, encouragement et participation aux cérémonies religieuses commémoratives.
- 40 La présence physique dans les tribunaux s'accompagne, selon les interviewé·es, d'efforts pour faire pression sur le corps juridique. « Au procès, nous allons le plus nombreux possible. Thomas [membre du Comité de solidarité aux enrôlés] nous tient au courant [des procès à venir] et nous nous rencontrons souvent à Athènes. Je vais à la cour de justice, moi », raconte Madame Soula. Les membres de l'association, malgré

leurs difficultés financières, sont secondés par des avocats qui les encouragent à participer aux procès. Ainsi, au cours des procès, tandis que les parents endeuillés gardent le silence, les autres membres de l'association se mettent à « faire du bruit, du remue-ménage, à hurler, à se frapper le corps⁶⁶ ». D'après la présidente, les cours de justice se transforment alors en scènes de funérailles où l'on voit les parents pleurer, crier, hurler, prier pour leurs enfants à voix haute. Ils se livrent ainsi à des formes d'expression corporelle comme celles qui ont traditionnellement lieu lors des enterrements, comme se tirer les cheveux ou se frapper la poitrine⁶⁷. Toutes les actions des membres de Nikiforos sont empreintes d'une tension émotionnelle et l'action collective prend des dimensions affectives considérables. La participation aux procès est une démarche visant à rendre le deuil public⁶⁸. L'engagement corporel est aussi très présent, comme l'a dit Mme Soula, qui raconte comment il est arrivé qu'elle se fasse expulser de la salle par des policiers après avoir menacé de tuer le président. Si ces actions paraissent extrêmes, elles sont cependant le produit d'une déception face au manque de volonté des supérieurs militaires et des acteurs politiques pour découvrir les responsables de la mort des suicidés⁶⁹.

- 41 L'association se base sur une organisation de soutien entre membres : les personnes qui ont gagné un procès et reçu une indemnisation l'utilisent pour aider ceux et celles qui ont des problèmes financiers. Des rapports d'amitié et de solidarité significatifs viennent remplacer les liens sociaux qui se sont rompus après le décès de leurs fils. Les membres de Nikiforos expliquent en effet que les proches « s'ennuient », « se fatiguent » et ne peuvent partager « la douleur de la mère et du père »⁷⁰.
- 42 Cette observation rappelle les travaux d'Anna Colin Lebedev qui a étudié et analysé le mouvement des mères de soldats en Russie. La chercheuse a démontré que l'engagement des mères est construit sur « les liens ou attachements au proche », c'est-à-dire « un ensemble de choses et de personnes auxquelles un être humain est lié, corporellement ou par une expérience immédiate : la famille, la maison, les gens que l'on aime, les animaux domestiques⁷¹ ». Or, les relations entre les membres de l'association se créent sur la base d'une expérience commune, dans ce cas, la perte d'une personne proche. Ce type d'engagement s'écarte du militantisme traditionnel tout en se rapprochant d'un travail militant qui met en valeur des rapports informels familiaux et amicaux. De ce point de vue, les actions associées au militantisme sont inséparables des liens sociaux développés entre les membres. Sachant que les procès sont très longs et très difficiles à gagner, on pourrait supposer que les personnes les plus appréciées sont celles qui ont un savoir-faire juridique. Or l'expression émotionnelle constitue ici une ressource qu'il est possible de mettre en valeur. Madame Soula confie que c'est grâce à son dynamisme et au « bruit » qu'elle réussit à faire qu'elle est appréciée de ses camarades. On peut supposer que son élection se base à la fois sur l'admiration pour sa lutte – qui est en soi longue et difficile, ce qui l'érige en symbole des luttes de tou-te-s – et sur sa façon de transformer un procès en une « commémore-action⁷² ».
- 43 Les commémorations, dans ce contexte de perte durant le service militaire, constituent en effet un élément important. Historiquement, les commémorations font référence plutôt aux morts des guerres qui sont à la fois honorés par l'institution militaire et par leurs proches. En organisant cette cérémonie, les autorités militaires reconnaissent à la fois le statut de victime de la personne décédée et de sa famille. Les morts dues à un accident sont commémorées sous l'égide de l'état-major et les parents au premier degré

sont reconnus eux aussi comme des victimes. Le protocole militaire prévoit ainsi pour les proches un poste de travail permanent au sein de l'armée dans un service correspondant au profil du ou de la candidate. Au contraire, les morts volontaires ne bénéficient pas d'une telle reconnaissance. L'association lutte pour la reconnaissance des suicidés en tant que victimes de l'État et, par conséquent, pour la reconnaissance juridique et formelle des parents et des proches comme des ayants droit au même titre que ceux des morts par accident.

- 44 Dans le cas des suicides, l'armée ne se charge pas de l'organisation de la cérémonie, mais la présence de certain·es représentant·es de l'institution est obligatoire. Plus précisément, l'état-major du corps dans lequel servait le défunt mobilise un comité de spécialistes pour soutenir psychologiquement les membres de la famille. En parallèle, certains appelés assurent la garde et la protection du cercueil, représentant une présence officielle de l'institution. Au contraire, dans le cas de perte d'un appelé par accident, l'armée se charge d'organiser une cérémonie, le plus souvent avec la présence des membres de l'orchestre militaire.
- 45 Ainsi, l'organisation de commémorations pour des appelés suicidés constitue une action militante revendiquant les mêmes droits pour toutes les morts d'appelés dans l'armée. Ce type d'événement constitue une expression de non-acceptation de la distinction entre les deux cas de décès et de l'inégalité à laquelle font face les parents.

Conclusion

- 46 L'analyse socio-historique des luttes antimilitaristes révèle les continuités et les discontinuités entre le Mouvement pour l'armée et les associations contemporaines et permet, en retour, de saisir l'évolution du pouvoir de l'armée dans la société grecque. Le Comité de solidarité aux enrôlés, l'Association des objecteurs de conscience et l'association Nikiforos constituent les trois principaux groupes militants antimilitaristes ayant succédé au Mouvement pour l'armée. Ils ont des objectifs et des organisations différents. Les deux premiers sont les descendants directs du mouvement des années 1980, qui visait à diminuer la durée du service militaire, à améliorer les conditions de service et à démocratiser l'armée. Dans la société grecque contemporaine, le Comité de solidarité aux enrôlés, adoptant les modes d'organisation du Mouvement pour l'armée, avec un comité des appelés et un comité de citoyens, inspiré par l'idéologie communiste, lutte pour le syndicalisme libre au sein de l'armée et la transformation de l'institution militaire. Les objecteurs de conscience, dont les membres sont principalement issus du milieu anarchiste, luttent pour la reconnaissance de l'objection de conscience comme exemption définitive des objecteurs. L'association Nikiforos, composée de parents dont le fils est mort ou s'est suicidé durant son service militaire, est une initiative plus récente visant à reconnaître les enfants décédés en tant que victimes de l'armée.
- 47 Cette étude montre que les luttes antimilitaristes en Grèce représentent une entrée privilégiée pour appréhender, au-delà de l'engagement militant spécifique qu'elles incarnent, leur contexte sociopolitique, dans un pays sorti de la dictature militaire il y a moins de cinquante ans. Le Mouvement pour l'armée était le produit de la période de transition de la dictature à la démocratie parlementaire. Il ne s'agit pas seulement d'un changement de régime, mais aussi de la transformation, de la réforme et de l'« européenisation » des institutions et des affaires politiques et publiques. Si le

mouvement des appelés des années 1980 revendiquait la démocratisation de l'institution militaire, il s'inscrivait dans un climat de réformes générales, de critiques des valeurs traditionnelles comme la religion, la nation et l'État autoritaire dans le cadre d'une société marquée par une forte mobilisation sociale. Comme nous avons pu le voir, les actions antimilitaristes contemporaines se caractérisent par la division et la spécialisation des luttes. Les associations prennent un caractère moins strictement politique et se focalisent sur la gestion d'enjeux spécifiques liés au fonctionnement de l'armée. Les actions se focalisent plutôt sur des cas particuliers de violences ou d'abus dans l'exercice de leur pouvoir de la part des militaires supérieurs.

- 48 L'infléchissement des luttes antimilitaristes doit être interprété au regard des mutations et des changements tant de la société grecque que de l'armée. Plusieurs facteurs expliquent l'amoindrissement de l'intérêt politique à s'opposer au militarisme et au maintien du service militaire : la diminution de l'influence des courants pacifistes des années 1970-80, le retour en force du nationalisme grec chez une grande partie de la population et la facilité de plus en plus grande à éviter le service militaire. On peut aussi formuler l'hypothèse que la crise socioéconomique amorcée en 2008 a contribué à renouveler l'image de l'armée qu'ont les citoyens. En effet, cette dernière s'est démarquée par rapport aux autres institutions par sa durabilité et sa solidité, en offrant un emploi stable à ses professionnels. Pour une partie des jeunes hommes obligés de servir sous les drapeaux, elle incarne ainsi un espace protégé, loin de l'incertitude caractéristique de la vie sociale ordinaire.
- 49 L'analyse des luttes antimilitaristes montre les difficultés croissantes à faire valoir leur cause qu'ont rencontrées les militants pour la démocratisation de l'armée de la période dite de transition à aujourd'hui. La continuité des positions des différents gouvernements grecs sur la période, marquée par les poursuites judiciaires des militants, en particulier des objecteurs de conscience et des membres de Spartakos, a pour résultat le maintien de l'évidente dissymétrie entre les associations et les représentants de l'armée. De ce fait, en dépit d'années de lutte, l'armée conserve un pouvoir important dans la Grèce contemporaine. La pérennité du service obligatoire pour tous les hommes grecs jusqu'à nos jours, alors que les autres pays européens l'ont aboli, incarne l'expression ultime de la puissance de l'institution militaire sur la sphère civile et dans l'ordre politique du pays.
- 50 Enfin, cette étude montre, en creux, que l'« européenisation » de la Grèce et l'adoption du modèle libéral après la dictature n'ont pas freiné le militarisme dans la société grecque. Au contraire, les relations tendues avec la Turquie, la menace régulière d'un affrontement militaire et les anciennes rivalités sur les dossiers chypriotes conduisent la Grèce à se livrer à une véritable course aux armements, de surcroît souvent bénéfique aux autres États membres. Ces dernières années ont aussi été marquées par la gestion militarisée des flux migratoires : transformations d'anciennes casernes en camps de réfugiés, distribution de repas et enregistrement des immigrants assurés par les militaires et les appelés de chaque région, contrôle systématique de la frontière terrestre et maritime. En effet, les limites du territoire grec coïncidant avec celles de l'Union européenne, les forces armées ne s'occupent pas seulement de la défense nationale mais se chargent également de la protection de l'espace européen.

NOTES

1. NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, Repères, 2011, p. 10.
2. TOURAINE Alain, « Les mouvements sociaux : objet particulier ou problème central de l'analyse sociologique ? », *Revue française de sociologie*, 1984, vol. 25, n° 1, p. 3-19 (5).
3. L'appellation « Mouvement pour l'armée » est la traduction mot à mot du grec *Το κίνημα για το στρατό*. Même si, en français, cette phrase peut suggérer l'idée d'un mouvement « en faveur de l'armée », nous maintiendrons cette traduction fidèle en utilisant « pour » dans le sens de « qui concerne ».
4. Nous n'explorerons ni les comités antimilitaristes et/ou pacifistes au sein des partis politiques ni les mobilisations anti-guerre ponctuelles et spontanées en réponse à l'appel d'un parti politique, comme les diverses manifestations qui ont eu lieu lors de l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie.
5. Ces données ont été recueillies dans le cadre de mon enquête doctorale sur le suicide des appelés grecs. Inspirée par l'approche durkheimienne du suicide en tant que « fait social », j'examine les facteurs sociaux liés aux classes sociales et au genre à l'aide d'une mosaïque de méthodes : observation participante en tant que stagiaire dans un hôpital militaire psychiatrique, analyse de contenu des archives et des articles de presse, analyse statistique, entretiens semi-directifs avec des appelés suicidaires, des appelés qui ont vécu le suicide d'un co-appelé, des militaires psychiatres et psychologues. L'étude des luttes antimilitaristes et la mise en contact avec des militants ont constitué une solution méthodologique d'accès à des informations cruciales pour ma recherche puisque l'armée est une institution particulièrement fermée. DRONGITI Angeliki, « Une femme parmi les hommes, une civile parmi les militaires : note réflexive sur un terrain impossible en hôpital psychiatrique militaire », *Esprit critique*, vol. 30, n° 1, Dossier « La réflexivité dans et par la recherche », 2020, p. 198-228 (199), en ligne : <https://espritcritique.hypotheses.org/667> (consulté en novembre 2020).
6. Il s'agit d'ailleurs d'une démarche originale dans la mesure où elle constitue la première tentative scientifique d'étudier les associations antimilitaristes du point de vue sociologique. En Grèce, on compte un nombre de travaux restreint sur la thématique de l'antimilitarisme : quelques études de la part de spécialistes de l'histoire contemporaine et un seul mémoire de master en sociologie réalisé sur les objecteurs de conscience, un travail très bien documenté et original réalisé par Irini Pediaditi.
7. GLIMENAKIS Andreas Anthony, « Anarchy in the Cradle of Democracy: A review of the Roots, Convictions and Place of Anarchism in Modern Greece », Lancaster (États-Unis), Department of Government, Franklin & Marshall College, 2011, p. 44.
8. La France également a fait face à la loi Debré, qui supprimait le sursis pour raison d'études. Le mouvement de la jeunesse « sans précédent » qui a eu lieu en 1972-1973 a réussi à obtenir le réaménagement de la loi. L'esprit de contestation avait cependant commencé à se faire jour dès 1968. MORDER Robi, « La grève lycéenne contre la loi Debré, une mobilisation de la jeunesse contre toutes les casernes », dans Marc Bessin (dir.), *Autopsie du service militaire 1965-2001*, Paris, Autrement, 2002, p. 137-143 (140).
9. ROTZOKOS Nikos *et al.*, « Νεολαία και στρατός τη δεκαετία του 1980. Το 'Κίνημα για το Στρατό' » [La jeunesse et l'armée dans la décennie 1980. Le « Mouvement pour l'armée »], rapport d'enquête, Athènes, Institut national de recherche, 2008, p. 88.
10. Ce système de fichage avait abouti à l'instauration des « bataillons des indésirables » c'est-à-dire des camps installés aux limites des frontières du territoire grec, qui regroupaient les jeunes militants communistes ou gauchistes ainsi que des personnes dont les parents avaient milité dans des organisations communistes. Ces camps sont connus pour leurs mauvaises conditions de vie et

l'impunité dont jouissaient les supérieurs. DALÈGRE Joëlle, *La Grèce depuis 1940*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 153.

11. PEDIADITI Irini, « Οι ιδεολογικοί αντιρρησίες συνείδησης στην Ελλάδα » [Les objecteurs de conscience idéologiques en Grèce], Réthymnon, Mémoire de Master, Département des sciences sociales, Université de Crète, 2008, p. 48.

12. Il est important de noter que pendant la période de la guerre civile et de la dictature un « double État » a été mis en place. Les citoyens proches de la « faction nationaliste » pouvaient bénéficier des libertés politiques, des institutions libérales et leur accès aux postes de fonctionnaires d'État était sans entraves. Les citoyens de gauche devaient faire face à des mécanismes répressifs, à des droits limités et à un cadre institutionnel spécifique. VOULGARIS Giannis, *Η Ελλάδα της μεταπολίτευσης 1974-1990* [La Grèce de la *Μεταπολίτεψι* 1974-1990], Athènes, Éditions Thémelio, 2001, p. 31-43.

13. PRÉVÉLAKIS Constantin, « Grèce : une idée républicaine inaboutie », *Commentaire*, vol. 142, n° 2, 2013, p. 309-316. La Grèce est devenue un État membre de l'Union européenne en 1981. Les démarches avaient déjà commencé sous le gouvernement de Karamanlis.

14. Les punitions, prévues pour les conscrits dérogeant à leurs devoirs, sont de trois types : a) la privation de sortie, c'est-à-dire l'annulation de la prochaine permission, b) la détention, correspondant au nombre de jours pendant lequel le soldat n'a pas le droit de sortir de la caserne et, enfin, c) la prison, similaire à la détention mais le nombre de jours infligé par le supérieur se rajoute à la fin du service. Ainsi, si l'enrôlé a reçu une peine de vingt jours de prison, son service est prolongé de vingt jours. Sur le plan non formel, une sanction peut prendre la forme d'une mutation défavorable dans un camp très éloigné du lieu de résidence, rendant ainsi les sorties et les contacts avec la famille et les proches extrêmement difficiles. Ces mesures sont toujours d'actualité.

15. ANGELOPOULOS Giorgos, ROTZOKOS Nikos, « Το « κίνημα για το στρατό » τη δεκαετία του 1980 : Πολιτικές, ιδεολογικές και οργανωτικές διαστάσεις » [Le « Mouvement pour l'armée » pendant la décennie 1980. Dimensions politiques, idéologiques et organisationnelles], dans Vaggelis Karamanolakis, Evi Olympiou, Ioanna Papathanasiou (dir.), *Η ελληνική νεολαία στον 20ο αιώνα. Πολιτικές διαδρομές, κοινωνικές πρακτικές και πολιτιστικές εκφράσεις* [La jeunesse grecque au xx^e siècle. Trajectoires politiques, pratiques sociales et expressions culturelles], Athènes, Archives de l'histoire sociale moderne, Institut Nicos Poulantzas, Éditions Themelio, 2010, p. 345-368 (349).

16. Alors que le commandant de caserne et les militaires de carrière forment le groupe chargé de la « direction » officielle de la caserne, les appelés ont essayé de constituer des groupes de « contre-direction ».

17. ROTZOKOS *et al.*, [« La jeunesse et l'armée dans la décennie 1980 »], *op. cit.*, p. 3.

18. TILLY Charles, « Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834 », dans Mark Traugott (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham (N.C.), Duke University Press, 1995, p. 15-42.

19. ANGELOPOULOS, ROTZOKOS, [« Le « Mouvement pour l'armée » pendant la décennie 1980 »], *op. cit.*, p. 345-347.

20. *Ibid.*, p. 355.

21. *Ibid.*, p. 362.

22. PEDIADITI Irini, [« Les objecteurs de conscience idéologiques en Grèce »], *op. cit.* p. 59. Depuis l'institutionnalisation du service militaire, qui coïncide avec la naissance de l'État grec, jusqu'à la fin de la décennie 1980, les seuls objecteurs de conscience connus sont les Témoins de Jéhovah, dont les convictions religieuses ne leur permettent pas de porter une arme. Tout au long de cette période, ils ont été condamnés à la peine de mort, à l'emprisonnement. Ce n'est qu'après 1977 que l'objection de conscience pour des raisons de croyance religieuse est reconnue et qu'il est

proposé à cette catégorie d'appelés d'effectuer soit un service militaire sans arme dans un camp pour une durée de quatre ans, soit de subir un emprisonnement de quatre ans dans les prisons militaires. Avant les années 1980, les hommes qui se déclaraient objecteurs de conscience étaient jugés comme déserteurs et condamnés à plusieurs années de détention dans les prisons militaires. Selon Amnesty International, les objecteurs de conscience en Grèce ont fait, entre 1930 et 1993, 5 000 ans d'emprisonnement au total. Amnesty international, « Ελλάδα: 5.000 χρόνια φυλάκισης: Οι αντιρρησίες συνείδησης στην Ελλάδα » [Grèce : 5 000 ans d'emprisonnement : les objecteurs de conscience en Grèce], Athènes, 1993, p. 1-8.

23. Même principe de traduction que pour le « Mouvement pour l'armée ».

24. Il s'agit d'un courant de l'idéologie politique communiste qui critique le modèle du communisme soviétique et s'oppose au stalinisme.

25. ANGELOPOULOS, ROTZOKOS, [« Le « Mouvement pour l'armée » pendant la décennie 1980 »], *op. cit.*, p. 364-366.

26. Il faut également souligner que pendant la période de la *Μεταπολίτεψι* les actions politiques se redéfinissent. Le monde militant se pose la question de savoir si le mouvement syndicaliste doit être autonome ou lié à des partis politiques. On se demande même si les partis politiques doivent avoir le contrôle des mouvements sociaux. C'est dans cette conjoncture que le Mouvement pour l'armée est né. VOULGARIS, *op. cit.*, p. 189.

27. *Ibid.*, p. 350.

28. JADIN Noémie, « Mouvements de jeunesse : quels apports pour la société ? », *Pensée plurielle*, vol. 14, n° 1, 2007, p. 19-27 (26).

29. Je dois un grand merci au Comité de solidarité aux enrôlés Spartakos et à l'Association des objecteurs de conscience qui m'ont confié des données et des informations importantes, ainsi que leur expérience militante. Je remercie également les parents de l'Association panhellénique des victimes de l'armée en période de paix Nikiforos, qui m'ont confié leurs histoires familiales malgré la difficulté à parler de la perte de leurs fils.

30. Pour en savoir plus sur les objecteurs de conscience, se référer au mémoire de master remarquable d'Irini PEDIADITI, *op. cit.*

31. PEDIADITI, [« Les objecteurs de conscience idéologique en Grèce »], *op. cit.*, p. 66.

32. *Ibid.*, p. 48.

33. La durée du service alternatif varie selon le profil de chaque individu, selon les mêmes règles que pour le service général, mais pour une durée longue. Ainsi, celui qui aurait dû rester sous les drapeaux pendant neuf mois, c'est-à-dire un service militaire complet, accomplira un service alternatif de douze mois. Les établissements accueillant l'objecteur de conscience s'engagent à lui offrir nourriture et hébergement ou à lui attribuer une indemnité correspondant à ces dépenses mensuelles. [« Journal officiel de la République hellénique numéro 111 »], vol. 2, 7 février 2011, art. 1, p. 1761 ; « Αντιρρησίες συνείδησης - Εναλλακτική Θητεία » [Objecteurs de Conscience - Service alternatif], *Comité de Solidarité aux enrôlés Réseau des soldats libres 'Spartakos'*, 24 décembre 2012, en ligne : http://diktiospartakos.blogspot.fr/2012/12/blog-post_449.html (consulté en mai 2019).

34. PEDIADITI, [« Les objecteurs de conscience idéologique en Grèce »], *op. cit.*, p. 65-67.

35. « Bureau européen de l'objection de conscience », en ligne : <http://www.ebco-beoc.org> (consulté en janvier 2018).

36. « Internationale de Résistant·e·s à la guerre », en ligne : <https://www.wri-irg.org/fr> (consulté en octobre 2018).

37. PEDIADITI, [« Les objecteurs de conscience idéologique en Grèce »], *op. cit.*, p. 75-90.

38. [« Journal officiel de la République hellénique numéro 302 »], *op. cit.*, p. 5586.

39. Association des objecteurs de conscience, « Ανοιχτή Επιστολή » [Lettre ouverte], 7 novembre 2013, en ligne : <http://www.antirrisies.gr/openletterfr> (consulté en octobre 2019).

40. Les prénoms qui apparaissent dans l'ensemble du texte sont des pseudonymes garants de l'anonymat.

41. Extrait d'entretien, 12 novembre 2014.

42. La loi grecque ne prévoit pas la régularisation des enfants nés de parents non grecs.

43. Association des objecteurs de conscience, [« Lettre Ouverte »], *op. cit.*

44. *Ibid.*

45. En fonction de sa situation économique, familiale, de santé mentale et/ou physique, ou matrimoniale, un conscrit peut obtenir un sursis. Le report varie de six mois à un an maximum, sauf pour les étudiants qui bénéficient d'un sursis de six ans lorsqu'ils sont inscrits dans une université ou une école technique (grecque ou non). Dans tous les cas, la personne concernée doit avoir constitué un dossier de justificatifs (médicaux, universitaire, acte de décès, etc.) attestant de sa situation.

46. LEKKAS Pantelis, *Η εθνικιστική ιδεολογία : πέντε υποθέσεις εργασίας στην ιστορική κοινωνιολογία* [L'idéologie nationaliste. Cinq hypothèses de travail en sociologie historique], Athènes, Mnemon, 1992, p. 117.

47. *Ibid.*, p. 117.

48. OTAN, « Defence Expenditure of NATO Countries (2013-2019) », Communiqué de presse, PR/CP(2019)123, division Diplomatie publique, 29 novembre 2019, en ligne : https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2019_11/20191129_pr-2019-123-en.pdf (consulté en novembre 2020). MAVRAGANNIS Costas, « NATO: Η Ελλάδα στη δεύτερη θέση μετά τις ΗΠΑ στις αμυντικές δαπάνες ως ποσοστό επί του ΑΕΠ το 2016 » [OTAN : la Grèce à la seconde place après les États-Unis pour les dépenses de défense en pourcentage du budget annuel en 2016], *HuffPost Greece*, 7 mai 2016, en ligne : https://www.huffingtonpost.gr/2016/07/05/nato-ellada-hpa_n_10809488.html (consulté en septembre 2016).

49. CHARALAMPOPOULOS Nikos, « 7 ερωτήσεις για το Δίκτυο Σπάρτακος, Ο στρατός προετοιμάζει τον πόλεμο » [7 questions au réseau Spartakos, L'armée prépare la guerre], 18 avril 2010, en ligne : <http://www.epohi.gr/portal/component/content/article/15/6014> (consulté en décembre 2018).

50. « Αφιέρωμα Δεκέμβρης 2008: Το μεγάλο αρνούμαι των φαντάρων να καταστήλουν την εξέγερση » [Dossier thématique - décembre 2008 : le grand 'non' des appelés à réprimer la révolte], *Comité de solidarité aux enrôlés Réseau des soldats libres*, 6 décembre 2019, en ligne : http://diktiospartakos.blogspot.com/2018/12/2008_52.html (consulté en décembre 2019).

51. Le comité a rendu publique une enquête d'un hôpital militaire psychiatrique qui démontrait qu'au cours de l'année 2010, il y avait une tentative de suicide tous les quinze jours. La plupart des suicides ont lieu pendant les mois de mai, juin et juillet, plus spécialement pendant les formations dans les îles. 82 % des suicides se sont passés pendant l'accomplissement de tâches militaires, donc dans l'enceinte de la caserne. L'élément le plus notable concerne l'augmentation des cas de suicide à la fin du service (une période pendant laquelle le soldat est pourtant près de son lieu de résidence et où les obligations sont diminuées). « Παρέμβαση του Δικτύου Ελεύθερων Φαντάρων Σπάρτακος για τις αυτοκτονίες στον Στρατό » [Intervention du réseau des appelés libres Spartakos pour les suicides dans l'armée], *tvxs.gr*, 24 août 2015, en ligne : <http://tvxs.gr/news/sti-skopia/parembasi-toy-diktyoy-eleytheron-fantaron-spartakos-gia-tis-aytoktonies-ston-strato> (consulté en décembre 2018).

52. *Ibid.*

53. *Ibid.* Notons que d'après les données recueillies par le comité, entre 2004 et 2009, il y a eu environ 60 suicides et morts par accident. La statistique se présente comme telle, sans préciser le nombre de décès pour chacune des catégories, accidents ou suicides.

54. DIDIER Emmanuel, T ASSET Cyprien, « Pour un stactivisme. La quantification comme instrument d'ouverture du possible », *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 24, 2013, en ligne : <http://journals.openedition.org/traces/5660> (consulté en mars 2020); BRUNO Isabelle, DIDIER

Emmanuel, PRÉVIEUX Julien, *Statactivism. Comment lutter avec des nombres*, Paris, La Découverte, 2014.

55. BRUNO, DIDIER, PRÉVIEUX, *Statactivism, op.cit.*, p. 8.

56. Les militants mobilisent aussi leurs sources et leurs sympathisants parmi les militaires de carrière afin de faire un décompte des morts volontaires parmi les conscrits.

57. BRUNO, DIDIER, PRÉVIEUX, *Statactivism, op. cit.*, p. 9.

58. KATSIKAS Christos, « Δύο χρόνια φυλακή επειδή κατήγγειλαν καψόνια σε στρατόπεδο » [Deux ans de prison car ils ont dénoncé des brimades dans une caserne], *Efimerida ton Syntakton*, 20 mars 2017, en ligne : <http://www.efsyn.gr/arthro/dyo-hronia-fylaki-epeidi-katiggeilan-kapsonia-se-stratopedo> (consulté en juillet 2019).

59. Le discours institutionnel, c'est-à-dire de l'état-major, du gouvernement et du ministère de la Défense nationale de l'époque, stigmatisait les suicidés et leur famille en déclarant que les morts volontaires étaient le résultat de la concomitance de problèmes psychiques et familiaux, tout en présentant l'armée comme une institution étatique accomplissant son devoir et n'étant caractérisée par aucune pathologie structurelle ou organisationnelle. PANAYOTOPOULOS Panayis et PANTAZIS Pavlos, « Νεολαία και στρατιωτική θητεία 1980-1987. Υποκειμενικότητα και εκδημοκρατισμός των θεσμών στην κοινωνία της επιθυμίας » [La jeunesse et le service militaire 1980-1987. Subjectivité et démocratisation des institutions dans la société du vouloir], dans Karamanolakis, Olympiou, Papathanasiou (dir.), [La jeunesse grecque au xx^e siècle], *op. cit.*, p. 369-375 (373).

60. GANIARI Popi, KATINTSAROS Tassos, « Το κίνημα για το στρατό τη δεκαετία του 1980 » [Le Mouvement pour l'armée pendant la décennie 1980], 20 octobre 2014, en ligne : <http://pandiera.gr/to-kinima-gia-to-strato-ti-dekaetia-to-1980/> (consulté en septembre 2020).

61. Il s'agit du « cas de l'avant-poste Manitsa » qui a eu lieu en avril 2004 au nord de la Grèce dans la région de l'Évros. Obéissant aux ordres d'un officier, sept appelés ont essayé, à mains nues, de placer sur sa base le mât métallique du drapeau de 8 mètres de haut et de 34 kilos. Les vents forts qui soufflaient ce jour-là ont dévié le mât sur trois câbles électriques, provoquant une décharge de 25 000 volts qui a causé l'électrocution de cinq des jeunes gens. La conclusion du médecin légiste a démontré que trois appelés avaient perdu la vie des suites d'une asphyxie et non d'une électrocution. En effet, suite aux ordres d'officiers supérieurs, les corps des conscrits blessés avaient été mis dans des sacs poubelle avant d'être examinés par les médecins. Suite à une enquête administrative assermentée menée par un général de division de l'armée de terre grecque, les cinq appelés décédés ont été désignés comme responsables du drame. Les parents ont suivi la voie législative et réussi à amener l'affaire devant une cour de justice militaire. Deux militaires de carrière du camp, un colonel et un lieutenant, ont été accusés d'homicide involontaire en série et de lésions corporelles par négligence sur deux appelés. Le premier a été jugé innocent et le second condamné à quatre ans de prison dont six mois avec sursis, le tribunal ayant estimé qu'il avait donné des ordres imprécis et vagues. Après la justice militaire, les parents se sont tournés vers le tribunal administratif, duquel ils ont reçu un dédommagement pour cause de détresse mentale. Quelques titres de la presse concernant cette affaire : « Ένοχος για τον θάνατο των στρατιωτών » [Coupable pour la mort des appelés], *Ethnos*, 17 mai 2006, en ligne : http://www.ethnos.gr/koinonia/arthro/enoxos_gia_to_thanato_ton_stratioton-44102 (consulté en août 2018) ; « Τραγωδία με 5 στρατιώτες νεκρούς από ηλεκτροπληξία » [Tragédie : cinq appelés mort d'électrocution], 4 août 2004, en ligne : http://www.kavalanet.gr/enimerosi/news_static/1081423243.php (consulté en août 2018) ; « Στο εδώλιο δύο αξιωματικοί Ένταση στην έναρξη της δίκης για την τραγωδία στο φυλάκιο «Μανίτσα» του Έβρου » [Les deux officiers dans le box des accusés. Tensions au début du procès de la tragédie de l'avant-poste « Manitsa » à Évros], 15 mai 2006, en ligne : <http://news.in.gr/greece/article/?aid=706381> (consulté en août 2018).

62. Tous les extraits d'entretien de cette partie, sauf mention ultérieure, sont issus de la rencontre avec les membres de l'association Nikiforos, 11 avril 2011.
63. Données issues de l'entretien effectué en 2012.
64. C'est une façon de déclarer être proche d'un parti, comme y prendre sa carte.
65. Être « coloré » signifie être membre d'un parti spécifique, étant donné que chaque parti politique a sa couleur distinctive.
66. Extrait d'entretien avec Madame Soula, 23 avril 2012.
67. Ces gestes rappellent les *mirolói* (μοιρολόι), c'est-à-dire les lamentations funèbres que les femmes chantent pour un défunt. SEREMETAKIS Nadia, « The Ethics of Antiphony: The Social Construction of Pain, Gender, and Power in the Southern Peloponnese », *Ethos*, vol. 18, n° 4, p. 481-511 (482). « The woman who pulls her scarf off her head and down to her shoulders displays one level of intensity, while the woman who pulls it completely off her head signifies a deeper level of mourning. A woman who rids herself of the scarf, pulling her hair out, scratching her face and beating her chest, exhibits the deepest signs of *pónos* (pain). These are the gestures that accompany "screaming". They are sudden, physical movements and self-inflicted violence on the bodies of the living ». SEREMETAKIS Nadia, *The Last Word: Women, Death, and Divination in Inner Mani*, Chicago, University of Chicago Press, 1991, p. 75.
68. LATTÉ Stéphane, « Commémoration », dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 116-123 (120).
69. DRONGITI Angeliki, *Les suicides d'appelés dans l'armée de terre grecque : étude d'un fait social au prisme des institutions totalitaires et de l'ordre sexué*, thèse de doctorat en sociologie, école doctorale de sciences sociales, Université Paris 8 – Cresppa-CSU, 2019, p. 356.
70. Extrait d'entretien avec Madame Kaiti.
71. COLIN LEBEDEV Anna, *Le cœur politique des mères. Analyse du mouvement des mères de soldats en Russie*, Paris, Éditions EHESS, 2013, p. 108.
72. LATTÉ, « Commémoration », *op. cit.*, p. 118.

RÉSUMÉS

L'objectif de cet article est d'examiner les origines historiques et politiques des organisations militantes qui luttent pour la démocratisation de l'armée ou pour l'abolition du service militaire en Grèce. À partir des travaux d'historiens et de sociologues, mais aussi de textes produits par les militants, nous étudierons la genèse et la fin du « Mouvement pour l'armée », un mouvement social de la jeunesse actif dans les années 1980. En s'appuyant sur des entretiens semi-directifs avec les membres des trois principales organisations contemporaines, l'Association des objecteurs de conscience, le Comité de solidarité aux enrôlés et l'association Nikiforos, nous analyserons les engagements, les pratiques et les idéologies antimilitaristes actuels. L'analyse socio-historique des luttes antimilitaristes d'hier et d'aujourd'hui permet de saisir les liens de l'armée avec la sphère politique dans la Grèce d'aujourd'hui.

The objective of this article is to examine the historical and political origins of militant organizations fighting for the democratization of the army or for the abolition of military service in Greece. Based on the work of historians and sociologists, but also on the texts of activists, the genesis and end of the Army Movement, a social youth movement that took action in the 1980s, will be studied. Based on semi-directive interviews with members of three main contemporary

organizations, the Association of Conscientious Objectors, the Committee of Solidarity with the Enlisted and the Nikiforos Association, the current anti-militarist commitments, practices and ideologies will be analyzed. The socio-historical analysis of the anti-militarist struggles of yesterday and today allows us to grasp the army's links with the political sphere in today's Greece.

INDEX

Index géographique : Grèce

Keywords : antimilitarism, social movements, Greece, military service, army

Mots-clés : antimilitarisme, mouvements sociaux, Grèce, service militaire, armée

AUTEUR

ANGELIKI DRONGITI

Docteure en sociologie, Université Paris 8 – Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris (CRESPPA), membre associée au Centre nantais de sociologie (CENS)
adrongiti[at]yahoo.fr